

Art. 13. De opleidingscycli, die zijn aangevat met het akkoord van de Minister van Bijstand aan Personen nog vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden georganiseerd en gesubsidieerd overeenkomstig de wettelijke bepalingen die golden vóór dit decreet.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 1999.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 1999.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid,
Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

—
Nota's

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

Documenten van de vergadering : Ontwerpdecreet : doc. 82 (1998-1999), nr. 1. — Verslag : doc. 78/82 (1998-1999), nr. 2.

Integraal verslag. — Debat en aanneming : zitting van 10 mei 1999.



F. 99 — 1863

[C - 99/31260]

27 MAI 1999. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 10 mai 1999 et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 2° le Conseil consultatif : la section "Aide et soins à domicile" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- 3° les services : les services d'aide à domicile;
- 4° les aides : les aides familiaux, seniors et ménagers;
- 5° les bénéficiaires : toute personne recevant une aide à domicile.

Art. 3. Le Collège agréé les services d'aide à domicile qui répondent aux conditions générales fixées aux articles 4 et 5.

Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans renouvelable.

L'agrément est précédé d'un accord de principe qui couvre au maximum une période d'un an.

A tout moment, le Collège peut retirer l'agrément si les dispositions du présent décret ne sont plus observées.

La mention de l'agrément doit figurer sur tous documents, affiches et publications du service. Peuvent seuls porter l'appellation "service agréé d'aide à domicile" les services agréés conformément au présent décret.

Art. 4. §. 1^{er}. Les services ont pour mission de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide aux actes de la vie journalière des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de rendre les personnes plus autonomes.

§. 2. Les services envoient temporairement à domicile et sans distinction d'origine, d'opinion politique, philosophique, religieuse ou d'orientation sexuelle, des aides familiaux, seniors ou ménagers à la disposition des catégories de personnes visées au § 1^{er} qui en expriment la demande.

§. 3. Par priorité, l'aide doit être accordée à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus démunis sur le plan financier, de la santé physique ou psychique ainsi que sur le plan social.

Art. 5. Pour être agréé un service doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être créé par une association sans but lucratif ayant parmi ses objets sociaux, l'aide à domicile;
- 2° avoir son siège social à Bruxelles;
- 3° être une association considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française en raison de son organisation;
- 4° exercer ses activités principalement sur l'ensemble du territoire de la région de Bruxelles-Capitale;
- 5° employer à temps plein et de façon permanente au moins cinq aides familiaux ou aides seniors titulaires de diplôme ou de qualification définis par le Collège et du certificat d'immatriculation visé à l'article 10.

Un emploi à temps plein peut être remplacé par plusieurs emplois à temps partiel pour autant que la somme de ceux-ci correspondent au moins à un temps plein;

6° appliquer aux aides familiaux, seniors et ménages leur statut respectif tels que fixés par le Collège;

7° occuper au moins à quart temps, dans les liens d'un contrat de travail, un responsable d'équipe, titulaire d'un diplôme défini par le Collège, pour 5 aides à temps plein;

8° avoir désigné le responsable du service chargé de la gestion journalière et de la mise en œuvre des missions du service visé à l'article 7;

9° assurer la formation continuée du personnel suivant les modalités fixées par le Collège.

Art. 6. Le Collège fixe la procédure d'accord de principe, d'octroi, de refus, de renouvellement, de retrait ou de modification d'agrément.

Art. 7. Le Conseil d'Administration désigne un responsable du service, chargé de la gestion journalière et de la mise en œuvre des missions du service.

Le Collège fixe les qualifications requises pour exercer la fonction de responsable du service.

Art. 8. Chaque service est organisé en équipes. Chaque équipe comprend 20 équivalents temps plein. Les modalités concernant l'organisation du service en équipes et liées à la fluctuation du personnel, sont fixées par le Collège.

Le responsable d'équipe a pour mission :

1° l'organisation de l'équipe et l'encadrement des aides familiaux, seniors et ménagers;

2° la coordination et la transmission des informations nécessaires à la bonne gestion des équipes avec le responsable du service;

3° l'encadrement du bénéficiaire;

4° la décision d'octroi ou de refus d'aide à apporter au bénéficiaire. L'aide ou le refus d'aide doit être justifié par un document dont le modèle est fixé par le Collège et doit être envoyé à l'administration. En cas d'octroi d'une aide une convention est conclue avec le bénéficiaire.

Elle mentionne le début de l'aide, les objectifs et les tâches à réaliser pendant celle-ci et éventuellement la date de fin d'intervention ainsi que le montant de la contribution du bénéficiaire;

5° la réalisation des enquêtes sociales semestrielles ou annuelles suivant les modalités fixées par le Collège.

Le Collège détermine les modalités d'exécution de ces missions.

Art. 9. L'aide familial ainsi que l'aide senior sont des professionnels à caractère polyvalent.

L'aide familial ou l'aide senior assiste et seconde les bénéficiaires dans la réalisation des tâches de la vie quotidienne.

Il prévient notamment des dangers qui menacent le bénéficiaire ou son entourage.

Il mène une action de concertation avec le bénéficiaire et ses collègues et collabore avec tous les acteurs médico-sociaux entourant le bénéficiaire.

Art. 10. Le Collège délivre aux personnes titulaires de diplômes ou certificats définis par lui et qui en font la demande, un certificat d'immatriculation leur donnant accès à la fonction d'aide familial dans un service.

Art. 11. L'aide ménager a pour missions d'assurer l'entretien du logement du bénéficiaire et d'effectuer des tâches ponctuelles avec l'accord du responsable d'équipe.

Il travaille en concertation avec ses collègues et le bénéficiaire. Il prévient le service de toute évolution sur le plan financier, de la santé physique ou psychique qu'il constate chez le bénéficiaire.

Art. 12. Aucun diplôme n'est exigé pour exercer la fonction d'aide ménager dans un service.

Art. 13. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège accorde conformément aux dispositions du présent décret, des subventions aux services agréés et aux services ayant obtenu un accord de principe.

Art. 14. Les subventions octroyées aux services sont destinées à couvrir des frais de fonctionnement et de personnel.

Les subventions sont octroyées sur base des éléments suivants :

1° le nombre d'heures prestées par les aides;

2° le nombre de prestations effectuées par les aides;

3° le nombre de prestations effectuées à domicile le samedi, le dimanche, les jours fériés et entre 18 heures et 7 heures;

4° la contribution du bénéficiaire.

Le Collège détermine les modalités d'octroi de ces subventions.

Art. 15. L'octroi des subventions est subordonné aux conditions suivantes :

1° exiger du bénéficiaire de l'aide une contribution en rapport avec les ressources et les charges de la famille selon le barème et les modalités fixés par le Collège;

2° tenir une comptabilité par année budgétaire et transmettre à l'administration le bilan et le compte de recettes et de dépenses dont le modèle est fixé par le Collège;

Le service qui bénéficie d'autres ressources financières que celles octroyées en vertu du présent décret présente une comptabilité analytique permettant de différencier l'utilisation de ses diverses ressources financières.

3° transmettre un rapport d'activités dont le modèle est fixé par le Collège.

Art. 16. Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tôt le 10 du 2^e mois du trimestre concerné et au plus tard le 20 de ce même mois. L'avance trimestrielle est égale à 95 % du montant de la subvention du trimestre correspondant de l'année précédente.

La liquidation des soldes se fait semestriellement. Le solde du 1^{er} semestre est liquidé dans le courant du second semestre de l'année en cours, le solde du 2^e semestre est liquidé pour le 31 octobre au plus tard de l'année qui suit l'exercice pour autant que les services aient transmis le bilan et le compte de recettes et de dépenses au plus tard le 30 mai de l'année qui suit.

Passé les échéances fixées à l'alinéa 1^{er}, les avances restant dues porteront intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Art. 17. 1° Avant la fin de chaque année, le Collège fixe par service agréé pour l'année suivante, un nombre maximum annuel d'heures de prestations subventionnables dans les services bénéficiaires des subventions.

2° Ce contingent, pour les services agréés, se calcule sur base du nombre d'heures subsidiées dans chaque service au 31 décembre de l'année précédente multiplié par un coefficient fixé par le Collège.

3° Avant la fin du mois de février de chaque année, les heures prévues par le contingent de l'année précédente qui n'ont pas été utilisées par un service peuvent être réparties, par arrêté du Collège, entre les différents services.

4° Le Collège détermine le nombre d'heures de prestations subventionnées du service auquel il octroie un accord de principe.

5° Les contingents fixés par le Collège sont soumis à l'avis du Conseil consultatif.

Art. 18. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Collège du 23 mars 1995 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

2° l'arrêté du Collège du 13 avril 1995 fixant le système de tarification relatif au montant de la contribution du bénéficiaire de l'aide fournie par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 19. 1° Les services agréés avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés agréés jusqu'au terme de leur agrément.

2° Par dérogation à l'article 5, 4°, le service agréé avant l'entrée en vigueur du présent décret et dont le secteur d'activité est limité à une commune peut continuer à exercer ses activités sur le territoire de cette commune et obtenir le renouvellement d'agrément dans les mêmes conditions.

Art. 20. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 mai 1999.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française
et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle
et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : doc. 78 (1998-1999) n° 1. — Rapport : doc. 78/82 (1998-1999) n° 2.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 10 mai 1999.

VERTALING

N. 99 — 1863

[C - 99/31260]

27 MEI 1999. — Decreet betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor thuishulp (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft op 10 mei 1999 aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de Adviesraad : de afdeling « Thuishulp en thuisverzorging » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid;

3° de diensten : de diensten voor thuishulp;

4° de hulp : gezinshulp, bejaardenhulp en huishoudhulp;

5° de begunstigden : elkeen aan wie thuishulp wordt verleend.

Art. 3. Het College erkent de diensten voor thuishulp die voldoen aan de algemene voorwaarden die zijn vastgesteld in de artikelen 4 en 5.

Het College verleent de erkenning voor een duur van vijf jaar die hernieuwbaar is.

De erkenning wordt voorafgegaan door een principiële akkoord dat maximum één jaar geldt.

Het College kan op ieder tijdstip de erkenning intrekken indien de bepalingen van dit decreet niet worden nageleefd.

De vermelding van de erkenning dient voor te komen op alle documenten, affiches en publicaties van de dienst. Enkel de diensten die zijn erkend krachtens dit decreet mogen de benaming « erkende dienst voor thuishulp » dragen.

Art. 4. § 1. De opdracht van de diensten bestaat in de bevordering van het houden thuis en de terugkeer naar huis, de begeleiding en de hulp bij de handelingen van het dagelijkse leven van alleenstaanden, bejaarden, gehandicapten, zieken en van probleemgezinnen, in samenwerking met familie en de buurt. De diensten dienen met name de mensen zelfstandiger te leren leven.

§ 2. De diensten sturen, zonder onderscheid te maken in afkomst, politieke, filosofische of religieuze opvatting en seksuele geaardheid, tijdelijk gezinshulpen, bejaardenhulpen of huishoudhulpen thuis bij de categorieën van personen bedoeld in § 1 die hierom verzoeken.

§ 3. De hulp moet in de eerste plaats worden verleend aan diegenen die er het meeste behoefte aan hebben en die op financieel en sociaal vlak en op het vlak van de fysieke en psychische gezondheid het meest achtergesteld zijn.

Art. 5. Om te worden erkend moet een dienst :

1° opgericht zijn door een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de thuishulp één van de sociale doelen is;

2° zijn maatschappelijke zetel in Brussel hebben;

3° een vereniging zijn die wordt beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap omwille van haar organisatie;

4° zijn activiteiten in hoofdzaak uitoefenen op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5° minstens vijf gezinshulpen of bejaardenhulpen, die houder zijn van het diploma of de kwalificatie zoals bepaald door het College en van het inschrijvingsattest bedoeld in artikel 10, voltijds en permanent in dienst hebben.

Een voltijdse betrekking kan worden vervangen door meerdere halftijdse betrekkingen in zoverre de som ervan minstens overeenstemt met een voltijdse betrekking;

6° hun respectieve statuut zoals vastgesteld door het College toepassen op de gezinshulpen, bejaardenhulpen en huishoudhulpen;

7° een verantwoordelijke van de equipe, houder van een diploma dat is vastgesteld door het College, voor 5 voltijds hulpen minstens deeltijds (25 %) tewerkstellen in het raam van een arbeidsovereenkomst;

8° de verantwoordelijke van de dienst belast met het dagelijks beheer en de uitvoering van de opdrachten van de dienst bedoeld in artikel 7 hebben aangeduid;

9° instaan voor de navorming van het personeel volgens de door het College vastgestelde nadere regelen.

Art. 6. Het College bepaalt de procedure van het principiële akkoord, de toekenning, weigering, hernieuwing, intrekking of wijziging van de erkenning.

Art. 7. De Raad van Bestuur duidt een verantwoordelijke aan van de dienst die belast is met het dagelijks beheer en de uitvoering van de opdrachten van de dienst.

Het College bepaalt de vereiste kwalificaties voor de uitoefening van de functie als verantwoordelijke van de dienst.

Art. 8. Elke dienst is georganiseerd in equipes. Elke equipe omvat 20 voltijds equivalenten. De modaliteiten betreffende de organisatie van de dienst in equipes en die samenhangen met de doorstroming van het personeel, worden vastgesteld door het College.

De verantwoordelijke van de dienst heeft als taak :

- 1° de organisatie van de equipe en de omkadering van de gezinshulpen, bejaardenhulpen en huishoudhulpen;
- 2° de coördinatie en overdracht van de gegevens die noodzakelijk zijn voor het goed beheer van de equipes met de verantwoordelijke van de dienst;
- 3° de begeleiding van de begunstigde;
- 4° de beslissing tot toekenning of weigering van de hulp voor de begunstigde. De hulp of weigering van hulp dient te worden gerechtvaardigd met een document waarvan het model door het College is vastgelegd en dient naar de administratie te worden verstuurd. Wanneer hulp wordt toegekend, wordt een overeenkomst gesloten met de begunstigde.

Deze vermeldt de aanvang van de hulp, de doelstellingen en taken die dienen te worden uitgevoerd en eventueel de einddatum van de hulp alsook het bedrag van de bijdrage van de begunstigde;

5° de uitvoering van de semestriële of jaarlijkse sociale enquêtes volgens de modaliteiten zoals vastgesteld door het college.

Het College bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van deze taken.

Art. 9. De gezinshulp alsook de bejaardenhulp zijn polyvalente beroepslui.

De gezinshulp of de bejaardenhulp helpen en begeleiden de begunstigten bij de uitvoering van hun dagelijkse handelingen.

Hij wijst met name op de gevaren die de begunstigde of diens entourage bedreigen.

Hij overlegt met de begunstigde en zijn collega's en werkt samen met alle medisch-sociale actoren die zich bezighouden met de begunstigde.

Art. 10. Het College levert aan de personen die houder zijn van diploma's of getuigschriften die door het College zijn bepaald een inschrijvingsattest dat hen toegang geeft tot de functie van gezinshulp in een dienst, als ze hierom hebben verzocht.

Art. 11. De huishoudhulp staat in voor het onderhoud van de woning van de begunstigde en voert strikte taken uit met toestemming van de verantwoordelijke van de equipe.

Hij werkt in overleg met zijn collega's en de begunstigde. Hij brengt de dienst op de hoogte van de evolutie op financieel vlak en op het vlak van de fysieke of psychische gezondheid die hij vaststelt bij de begunstigde.

Art. 12. Geen enkel diploma is vereist voor de uitoefening van de functie als huishoudhulp in een dienst.

Art. 13. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent het College, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, subsidies aan de erkende diensten en aan de diensten die een princiepsakkoord hebben verkregen.

Art. 14. De subsidies die worden toegekend aan de diensten dekken de werkings- en personeelskosten.

De subsidies worden toegekend op basis van de volgende gegevens :

- 1° het aantal door de hulpen gepresteerde uren;
- 2° het aantal prestaties verricht door de hulpen;
- 3° het aantal thuis verrichte prestaties op zaterdag, zondag, feestdagen en tussen 18 en 7 uur;
- 4° de bijdrage van de begunstigde.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van deze subsidies.

Art. 15. De toekenning van de subsidies gebeurt onder de volgende voorwaarden :

1° van de begunstigde wordt een bijdrage verwacht in verhouding tot de inkomsten en gezinslasten volgens het barema en de modaliteiten zoals vastgesteld door het College;

2° een boekhouding bijhouden per begrotingsjaar alsook de balans en de rekening van de inkomsten en uitgaven waarvan het model is vastgesteld door het College, bezorgen aan de administratie;

De dienst die geniet van andere financiële middelen dan die welke zijn toegekend krachtens dit decreet legt een analytische boekhouding voor waardoor het gebruik van zijn diverse financiële inkomsten kan worden onderscheiden.

3° een activiteitenverslag waarvan het model is vastgesteld door het College bezorgen.

Art. 16. De driemaandelijke voorschotten worden ten vroegste uitbetaald op de 10e van de 2e maand van het desbetreffende trimester en ten laatste op de 20e van diezelfde maand. Het driemaandelijks voorschot bedraagt 95 % van het subsidiebedrag van het trimester dat overeenkomt met het jaar tevoren.

De uitbetaling van de saldi gebeurt om de zes maanden. Het saldo van het eerste semester wordt uitbetaald in de loop van de tweede semester van het lopende jaar, het saldo van het 2e semester wordt uitbetaald uiterlijk tegen 31 oktober van het jaar dat volgt op het dienstjaar in zoverre de diensten de balans en de rekening van de inkomsten en uitgaven uiterlijk op 30 mei van het volgende jaar hebben bezorgd.

Wanneer de termijnen die zijn vastgesteld in het eerste lid worden overschreden, brengen de verschuldigde voorschotten verwijlinteressen op tegen het percentage van de gemiddelde bankinterest zoals vastgesteld door de Nationale Bank, van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling.

Art. 17. 1° Vóór het eind van elk jaar bepaalt het College per erkende dienst voor het volgende jaar een jaarlijks maximaantal subsidieerbare prestatie-uren voor de gesubsidieerde diensten.

2° Voor de erkende diensten wordt dit contingent berekend op basis van het aantal gesubsidieerde uren in elke dienst op 31 december van het voorgaande jaar, vermenigvuldigd met een door het College vastgestelde coëfficiënt.

3° Vóór het eind van de maand februari van elk jaar kunnen de uren, die zijn voorzien in het contingent van het voorgaande jaar en die niet zijn opgebruikt door een dienst, bij besluit van het College worden verdeeld tussen de verschillende diensten.

4° Het College bepaalt het aantal gesubsidieerde prestatie-uren van de dienst waarmee het een principiële akkoord heeft gesloten.

5° De door het College vastgestelde contingenten zijn onderworpen aan het advies van de Adviesraad.

Art. 18. Worden opgeheven :

1° het besluit van het College van 23 maart 1995 houdende regeling van de erkenning voor diensten voor gezins- en bejaardenhulp en de toekenning van subsidies aan deze diensten;

2° het besluit van het College van 13 april 1995 tot vaststelling van het tarificatiesysteem voor de bijdrage van de persoon die hulp krijgt van de erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp.

Art. 19. 1° De diensten die zijn erkend vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht te zijn erkend tot de duur van hun erkenning afloopt.

2° In afwijking van artikel 5, 4°, kan de dienst die erkend is vóór de inwerkingtreding van dit decreet en waarvan de actieradius beperkt is tot één gemeente, zijn activiteiten blijven uitoefenen op het grondgebied van die gemeente en de hernieuwing van de erkenning onder dezelfde voorwaarden verkrijgen.

Art. 20. Het College stelt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 27 mei 1999.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap
en het Waalse Gewest alsook met de Internationale betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid,
Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt



F. 99 — 1864

[C - 99/31261]

27 MAI 1999. — Décret relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 10 mai 1999 et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Des missions

Art. 2. La maison d'accueil a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie, leur bien-être physique et leur réinsertion dans la société.

On entend par bénéficiaires : les adultes, les mineurs émancipés, les mères mineures, les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité relationnelle, sociale ou matérielle se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants à charge qui les accompagnent.

On entend par enfants à charge, les enfants dont les bénéficiaires s'occupent habituellement.